

Patrons et politique

Autor(en): **Jaggi, Yvette**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **28 (1991)**

Heft 1046

PDF erstellt am: **12.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1020914>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Domaine Public

DP

JAA
1002 Lausanne

11 juillet 1991 - n° 1046
Hebdomadaire romand
Vingt-huitième année

Patrons et politique

Il fut un temps où les patrons patronaient. Ils s'occupaient de leurs affaires, laissant par ailleurs législateur et fonctionnaires prendre les initiatives dont ils les croyaient encore capables. Désormais, les patrons, enfin certains d'entre eux tout au moins, veulent prendre aussi les affaires publiques en mains. Ce qui, dans leur esprit, amènera automatiquement un «plus» (comme ils disent) à l'Etat, si malmené, le pauvre, tenu à l'écart des courants rafraîchissants du management et du marketing modernes.

Or donc, voilà qu'une demi-douzaine de grands capitaines d'industrie, assistés par autant de professeurs (à la haute-école de Saint-Gall) et de journalistes (de préférence à la NZZ), nous disent en chœur, par la plume de Peter Moser, comment la Suisse doit organiser son économie et ses institutions pour (re)conquérir la compétitivité perdue à l'échelle internationale. Pour la SSR, les patrons ont aussi une solution toute prête: quatorze d'entre eux, dont Ulrich Bremi (président du Conseil national et de Georg Fischer), Robert Jecker (Crédit suisse) et Michael Ringier, publient leur modèle d'organisation, sous forme d'une lettre ouverte à M. Ogi. Les quatorze préconisent la transformation de l'association SSR en une SA d'économie mixte, avec un second programme de TV... identique pour les trois régions linguistiques de Suisse.

Et voilà que les patrons s'avisent qu'ils sont épouvantablement sous-représentés aux Chambres fédérales. A en juger par les cohortes de porte-parole de l'économie inscrit sur les listes alémaniques des partis radical et démo-chrétien, les démissionnaires Peter Spälti (Winterthour assurances) et Felix Auer (Ciba-Geigy) seront au moins remplacés.

Et puisque la politique tente les patrons au point de les pousser à se soumettre au verdict électoral, ils peuvent tout aussi bien se prononcer sur la grande affaire helvétique: la formule magique. Et la considérer comme dépassée, inopérationnelle, génératrice de flou idéologique com-

me d'abstentionnisme civique. Bref, on réentend les «sortistes» socialistes de janvier-février 1984. Mêmes termes, mêmes arguments, mais prémisses inversées: les socialistes n'examinent pas leur éventuel retrait du Conseil fédéral, ce sont les bourgeois qui déclarent vouloir les en chasser. Comme ces mêmes bourgeois considèrent ouvertement l'actuel exécutif fédéral comme le plus faible depuis longtemps, leur critique peut s'expliquer de deux manières: ou bien ils souhaitent épargner aux socialistes de se trouver associés à une débâcle générale; ou bien ils planifient le remplacement de la formule magique par une répartition plus serrée, et donc plus homogène, du Conseil fédéral, avec le cas échéant renversement possible. De fait, les patrons préconisent le gouvernement d'assemblée le plus faible et incohérent qui soit. Voilà qui va dans le sens de l'affaiblissement de l'Etat et de ses institutions.

Dans le même temps, le pouvoir économique ne cesse de se concentrer. La baisse conjoncturelle en cours va se solder par des faillites et des regroupements. Les plus forts ne survivront qu'au prix d'alliances plus ou moins désirées. Et même dans les secteurs traditionnellement peu concentrés (commerce de détail, construction), le processus de rassemblement des forces va s'accélérer encore.

Dans la presse et sa distribution, les grands groupes passent de la domination oligopolistique à la conquête du monopole: Edipresse pour les quotidiens paraissant à Lausanne, Merkur pour les kiosques dans toute la Suisse alémanique et au Tessin. Ce qui n'empêche pas de cogner sur le monopole de la SSR, en oubliant les contraintes auxquelles la concession la soumet.

Affaiblissement du pouvoir politique, concentration du pouvoir économique. Renforcement de Zurich, métropole des affaires, au détriment de Berne, siège de l'autorité politique fédérale. Une double tendance dont le renversement serait l'utopie la plus inattendue du 700^e. YJ